

AULT

Recul des falaises : les résultats d'une étude présentés

Solaris, un projet de recherche français, a choisi Ault comme cas d'étude d'une population qui doit faire face au changement climatique et à l'érosion côtière.



À Ault, les éboulements de falaise attirent de nombreux badauds. (Photo d'archives)

BENJAMIN RADEAU

Ault, un cas emblématique du changement climatique ?

C'est l'avis de Solaris, un projet français de sciences humaines. « Il s'agit d'une réponse à un appel à projet, baptisé Solstice, où quatre pays (France, Belgique, Royaume-Uni, Finlande) financent des recherches similaires sur des zones où les adaptations révèlent des tensions et de forts enjeux », explique Marie Fournier, maîtresse de conférences au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM).

Chaque nation impliquée doit fournir deux études. Après Blois (Loir-et-Cher), l'équipe de six enseignants-chercheurs s'est donc focalisée sur le village samarien. « La mobilisation populaire lorsque le projet de relocalisation de plusieurs habitations a été rendu public en 2013 nous a interpellés », indique Corinne Larrue, professeure à l'École d'urbanisme de Paris (EUP). « C'était un exemple typique de recul du trait de côte en 2021 dans la Loi Climat et résilience », complète Sofia Guevara, postdoctorante à l'EUP.

DES CONNAISSANCES, PAS DES CONSEILS

Les trois femmes étaient au Petit Musée, ce lundi 13 novembre, pour présenter les résultats provisoires de leur travail aux habitants : 32 entretiens anonymes, analyse de

documents institutionnels mais aussi de la presse et des médias ainsi que des visites de terrain. Avec un enjeu : leurs conclusions allaient-elles correspondre aux ressentis des Aultois ? « Je trouve que ce regard extérieur correspond à la réalité », a estimé le maire, Marcel Le Moigne, qui a découvert l'exposé lors d'un temps consacré aux institutions (municipalité, inter-

.....
« Je trouve que ce regard extérieur correspond à la réalité »

Marcel Le Moigne,
maire d'Ault

communalité, syndicat mixte). Les autres réactions vont également dans ce sens. L'étude souligne, au sein de la population, « une bonne connaissance du risque mais sans sentiment de danger ». « C'est lointain, des ouvrages de protection sont présents, la communication institutionnelle parle d'horizon à 30 et 100 ans. On n'a pas l'impression que la falaise bouge. Le risque n'est pas pour maintenant mais pour après », a détaillé Mme Larrue.

« C'est vrai que personne n'en parle au quotidien, admet Xavier Desjournès, spectateur mais aussi

président d'Ault Environnement. Par contre, les discussions sont permanentes autour du ruissellement, de la rétention des eaux pluviales en amont. » Même acquiescement lorsque les chercheuses évoquent « l'attachement à profiter de la mer aussi longtemps que possible ». « C'est un arbitrage entre risque et bénéfice. Sur la maison, l'investissement suffira à bien vivre, sans plus », résume Mme Fournier. « Ces personnes savent qu'elles ne légueront pas », confirme une membre de l'audience.

L'étude a également confirmé « une véritable expertise citoyenne » autour de ces enjeux, avec de multiples ouvrages, propositions, mais aussi engagements politiques et recours en justice. Avec, pour résultat, l'imposition dans le débat « d'un aspect affectif, de l'attachement des gens pour le territoire, souligne les trois femmes. L'échelle individuelle est pourtant souvent mise de côté ».

Le trio le rappelle : il s'agit de connaissances, pas de conseils à suivre. « On espère que ça puisse servir », reconnaît Corinne Larrue. « Dans les mesures prises face au changement climatique, les inégalités et la justice sociale sont ignorées par rapport à la sécurité et l'économie », conclut sa collègue.

Le rendu final, avec les comparaisons entre les huit études, sera disponible, en anglais, d'ici août 2024.

ABBEVILLE

La doyenne fête ses 103 ans

Sœur Madeleine (Madeleine Jazé) a eu 103 ans le 11 novembre 2023. La-résidence pour personnes âgées Notre-Dame de France, où elle réside depuis 2019, a organisé une petite fête d'anniversaire, lundi 13 novembre 2023.

Originaire du Pas-de-Calais, sœur Madeleine aura consacré une grande partie de sa vie à veiller sur les sœurs revenant de Madagascar à la Procure des missions d'Arras qu'elle incorpore en 1970. Auparavant, dès 1938, elle met l'énergie de ses 18 ans au service des personnes âgées dans une maison de retraite. Devenue novice à 25 ans, elle passera 17 années au Grand séminaire d'Arras où elle exercera la fonction de cuisinière. Sa particularité ? Avoir la main un peu lourde sur le persil. « On vous appelait sœur Persil, vous vous souvenez ? », lui rappelle Laurent Poulin. La réponse fuse, rapide comme l'éclair : « Oui ! C'est des vitamines ! » Installée à Notre-Dame de France depuis 2019, à la veille de ses 100 ans, sœur Madeleine y coule des jours paisibles. À



Sœur Madeleine lors de son 103^e anniversaire.

103 ans, toujours autonome, elle fait son lit tous les matins et rappelle malicieusement : « J'ai toujours ma langue, ma tête et mon sourire ». Pour Christelle, animatrice, « elle incarne la joie de vivre ». « C'est un bonbon », ajoute-t-elle affectueusement. À Pascal Demarthe, maire d'Abbeville qui lui remettait son acte de naissance, des cadeaux et le titre officiel de doyenne des

Abbeillois, elle avouera son secret de longévité : « le personnel s'occupe bien de nous, ça nous aide à vivre ».

De notre correspondante DOMINIQUE CORROYEZ

L'ACTUALITÉ EN FLASH

PONT-RÉMY

La vidéoprotection arrive en janvier

Annoncé fin 2022 en même temps que l'extinction de l'éclairage public une partie de la nuit, le système de vidéoprotection sera installé au tout début de l'année 2024. Un projet de 106 000 euros abouti grâce à la proposition alléchante faite à la commune de Pont-Rémy par le conseil départemental et la Fédération départementale de l'énergie qui prennent à leur charge près de 70% de la facture. La signature de la convention entre les trois partenaires en septembre 2022 a bénéficié des aides publiques avantageuses de cette année-là. Les 13 caméras, opérationnelles même tous feux éteints, sont pour l'instant prévues aux endroits stratégiques de la commune : la mairie, l'espace communal, le stade, les parkings et les entrées de ville principalement. Une implantation qui pourrait évoluer avec l'intervention d'un gendarme spécifiquement formé à la prévention de la délinquance : « Nous avons un contact avec un gendarme référent sécurité de la cellule sécurité de la Prévention Technique de la Malveillance d'Amiens, qui va venir nous conseiller », déclare Annie Roucoux, maire de Pont-Rémy. Sa venue est prévue dans les jours prochains.

ABBEVILLE

La boxe abbeilloise a déjà gagné avant son gala



Modeste à côté du gymnase du champ de Mars et cachée par le théâtre, la salle de boxe Benjamin Leberton se fait discrète. Pourtant ce

mardi 14 novembre 2023 comme tous les mardis depuis la rentrée, on pousse les murs pour accueillir la trentaine de boxeurs. À quelques jours du gala annuel, la pression monte. Encadrés par les éducateurs, Yohann Leberton et l'ancien pro Karim Vilet, les apprentis boxeurs répètent leurs gammes sous l'œil attentif et technique du coach historique Bruno Vaillant qui porte un regard bienveillant sur l'évolution du club en général. « On ne prend plus d'inscription, on est à plus de 100 licenciés c'est bien il y a un renouveau, l'image de la boxe change et puis tous les membres du club sont investis, je reprends plaisir ». Et même sans combat professionnel le gala aura de l'allure. « C'est un moment fort pour les boxeurs qui vont évoluer pour la première fois devant du public, leurs familles, et cela fait longtemps qu'on n'avait pas eu onze boxeurs abbeillois à présenter », poursuit-il. Parmi les talents prometteurs, Anthon Lamy 22 ans en super welters (- de 68 kg) devrait passer professionnel en 2024. Représenteront la boxe abbeilloise : Sam Omer, Lucas Berguin, Miguel Riquier, Angeri Brady, Nino Buns, Nolan Baledent, Dylan Grasse, Lounes Roger, Samuel Lennion, Dorian Hachemi, Logan Gaillard.